



## Contre la réforme Darcos, des enseignants toujours «désobéissants»

Par [Louise Fessard](#) Mediapart.fr, 25 mai 2009

Six mois après l'envoi des premières lettres de désobéissance, ils sont quelque [2776 enseignants «désobéisseurs»](#) à refuser d'appliquer les réformes Darcos à l'école primaire et à l'avoir fait savoir à leur hiérarchie. Leur nombre a augmenté depuis novembre 2008 mais pas au rythme espéré.

*«Les gens sont moins combatifs qu'il y a six mois, explique une enseignante marseillaise en résistance. Il y a la fatigue et la peur des sanctions.»* Une cinquantaine d'enseignants subissent des retraits de salaire, allant d'un à dix jours par mois. Pour chaque jour où l'aide personnalisée (deux heures par semaine pour les enfants en difficulté) n'est pas effectuée selon les textes, une journée de salaire saute.

Pour faire face à un gouvernement *«qui joue le pourrissement de la situation comme à l'université»* selon Hugues Leenhardt, enseignant dans une école maternelle de Calas (Bouches-du-Rhône), le mouvement a mis en place des caisses de solidarité, renflouées par les enseignants et les parents. *«Les 4.000 euros reçus par la caisse de solidarité des Bouches-du-Rhône permettent de compenser intégralement les retraits de salaire»*, explique ce «désobéisseur».

Moins classique, à Marseille, deux enseignants de l'école élémentaire Franklin-Roosevelt ont été convoqués à deux reprises au commissariat pour *«intrusion»* dans les locaux de leur supérieure hiérarchique et *«occupation de son bureau»* lors de la journée de grève du 10 mars. Ce jour là, à 14 heures, Isabelle Bérard, 36 ans, et Christian Bernardini, 54 ans, se sont rendus au bureau de leur inspectrice de circonscription pour lui remettre leur lettre de désobéissance, *«accompagnés d'une vingtaine de collègues du primaire et du secondaire venus par solidarité»*.

### **Une minorité active ?**

Au bout d'une heure et demie, la petite troupe dégage les lieux sans avoir pu rencontrer l'inspectrice. Quinze jours plus tard les deux enseignants sont convoqués au commissariat du 2<sup>e</sup> arrondissement, en raison d'une plainte déposée par l'inspectrice à leur encontre. *«On ne nous a d'abord parlé que d'intrusion et d'occupation, puis, à la seconde audition, le 12 mai, cette fois au commissariat du 1<sup>er</sup> arrondissement, on a demandé à Christian s'il avait bousculé la secrétaire»*, dit Isabelle Bérard.

*«Nous n'avons même pas gêné les gens qui travaillaient là, nous n'avons rien cassé, témoigne Hugues Leenhardt, également présent le 10 mars. L'objectif était une discussion avec l'inspectrice, certes de façon un peu inopinée, et en retour elle porte plainte ! On veut faire des citoyens qui expriment leur opinion des délinquants.»*

Isabelle Bérard et Christian Bernardini ont également reçu une lettre de l'inspecteur d'académie des Bouches-du-Rhône, Gérard Trève, les informant de sa décision de prononcer une *«sanction du premier groupe»* (avertissement ou blâme, la sanction disciplinaire la plus faible) à leur encontre *« suite à (leur) intrusion dans les locaux»* de l'inspectrice et à *«l'occupation du bureau de l'inspectrice »*. *«On essaie par le biais des gens les plus impliqués de faire taire les autres»*, interprète Christian Bernardini.

Le 24 mars, sur la matinale de France Inter, le ministre de l'éducation, Xavier Darcos minimisait le

mouvement. *«Ils ne sont que 2000, estime-t-il ce matin là. J'aimerais bien qu'on parle des 358.000 professeurs qui au quotidien font leur métier et considèrent qu'il n'y a pas besoin de résister.»* Mais selon les désobéisseurs, derrière leur minorité affichée, les actes de «résistance passive» se multiplient chez leurs collègues.

Dernier exemple en date, les évaluations de CM2 de janvier qui avaient soulevé la colère de nombreux instituteurs et des parents d'élèves qui dénonçaient des questions trop difficiles, un système de notation binaire... Des directeurs d'école avaient refusé d'assurer la remontée des résultats au ministère, inquiets de leur exploitation possible. Résultat : il manque les réponses de 150.000 des élèves français, soit 22% d'entre eux.

### **«Quels enseignants écrivent au tableau des phrases de morale ?»**

Autre exemple, Isabelle Bérard se demande qui applique vraiment l'instruction civique et morale, qui a remplacé, dans les nouveaux programmes de CP et CE1, le «vivre ensemble». *«J'aimerais savoir quels enseignants écrivent au tableau des phrases de morale ou leur font apprendre La Marseillaise par cœur ?»*, s'exclame-t-elle.

*«Il y a une grande culture de l'obéissance dans l'éducation nationale, explique Mylène Roméas, 46 ans, enseignante marseillaise en résistance. On préfère qu'on fasse semblant d'appliquer pour ne pas faire de vagues.»* Elle a décidé de «rompre avec cette hypocrisie» en décembre 2008 quand son inspectrice a menacé les enseignants de son école de retrait de salaire parce qu'ils avaient utilisé durant une semaine les deux heures d'aide personnalisée pour réfléchir à la meilleure façon d'aider les enfants en difficulté. *«Nous ne sommes pas venus dans l'éducation nationale pour rien, dit-elle. Nous avons un idéal d'une école pour tous qu'on nous demande aujourd'hui de détruire.»*

Toujours à Marseille, une directrice d'école primaire décrit *«un certain désespoir car on est face à un mur»*. *«La conviction progresse chez les enseignants et les parents qu'il y a vraiment une volonté de casse de l'école publique de la part du ministère, estime-t-elle. Ce qui était d'abord pris pour de la maladresse devient de plus en plus clair au fur et à mesure des déclarations de Xavier Darcos ou de Nadine Morano.»*

C'est pour décrypter ce qu'il voit lui aussi comme un projet politique qu'un des premiers signataires d'une lettre de désobéissance, Bastien Cazals, 33 ans, a publié le 21 mai aux éditions Indigènes un court ouvrage *[Je suis prof et je désobéis](#)*. *«Les restrictions budgétaires dans l'éducation nationale ne sont pas nouvelles, explique ce directeur d'une école maternelle à Saint-Jean-de-Vedas, dans l'Hérault. Mais derrière il y a des réformes d'une autre nature qui révèlent une idéologie anti-républicaine si forte qu'en tant que citoyen je ne peux que résister.»*

Il pointe pêle-mêle *«la remise en cause de la scolarisation des moins de trois ans»*, *«la fin de l'égalité des écoles sur les territoires avec la création d'établissements publics d'enseignement primaire (Epep) et la publication des évaluations»*, *«l'abandon des enfants en difficulté confrontés à des journées allongées par l'aide personnalisée et une diminution des Rased (réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté)»*, etc.

Qu'ils soient syndiqués, aient un passé militant, ou soient néophytes, beaucoup des désobéisseurs participeront à la journée d'action interprofessionnelle du 26 mai. Mais, sans espoir, car ils se disent déçus par les syndicats enseignants *«qui en restent aux manifestations»*. *«Nous n'attendons qu'une chose que les partis politiques et les syndicats jouent leur rôle, dit Bastien Cazals. Normalement nous n'aurions pas eu à faire ça...»*

**URL source :** <http://www.mediapart.fr/journal/france/250509/contre-la-reforme-darcos-des-enseignants-toujours-desobeissants>